



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction mobilité, emplois, carrières**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDMEC/2014-177

05/03/2014

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 8

Objet : Appel de candidatures : 8 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du «2ème cercle» ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence de l'eau Loire-Bretagne :

1 poste de chef(fe) de service (catégorie A) à ORLEANS (45).

1 poste de chargé(e) d'interventions spécialisé(e) (catégorie A) à ORLEANS (45).

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de chef(fe) de projet en informatique (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Agence de Services et de Paiement (ASP) :

1 poste de chef(fe) du service agriculture, pêche et environnement (Catégorie A) à AMIENS (80).

Conservatoire du littoral :

1 poste de chargé(e) de projet "réseau des îles laboratoire des énergies renouvelables et du développement durable" pour sa délégation Bretagne (catégorie A) à PLERIN (22).

Gouvernement de Polynésie Française :

1 poste d'ingénieur forestier (F/H) chargé du programme "gestion des peuplements forestiers et de la valorisation des bois locaux" au service du développement rural (catégorie A) à PIRAE (Tahiti).

Ecole Nationale des Services Vétérinaires Marcy L'Etoile (ENSV - VetAgroSup) :

1 poste de responsable de la formation continue (F/H) (catégorie A ou A+) à MARCY L'ETOILE (69).

FAO :

1 poste de forestier - services environnementaux et évaluation économique (F/H) (catégorie A) à ROME (Italie).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL



Orléans, le 27 février 2014

Diffusion : Interne et externe
Ministères
Autres agences

FICHE DE POSTE

<p>EMPLOI TYPE</p> <p>CATEGORIE DU POSTE</p> <p>AFFECTATION</p> <p>RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE</p> <p>TYPE DE CONTRAT</p> <p>POSTE A POURVOIR À PARTIR DU</p>	<p>CHEF(FE) DE SERVICE</p> <p>I ou fonctionnaire technique/administratif détaché de catégorie A</p> <p>DIRECTION DE L'ÉVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE (DEP) <i>Service Planification</i></p> <p>ORLÉANS (45)</p> <p>Contrat à durée indéterminée (<i>recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'état</i>) ou par voie de détachement pour les fonctionnaires</p> <p>1^{er} juillet 2014</p>
<p>FINALITÉ DU POSTE</p> <p>ACTIVITES PRINCIPALES</p>	<p>Diriger et animer le service « Planification » comprenant 8 experts/chefs de projet, 2 chargées d'étude et 1 secrétaire.</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Diriger le service qui a en charge les missions suivantes :<ul style="list-style-type: none">▪ la production et la révision des documents de planification de la directive cadre sur l'eau (DCE) et leur valorisation ; un appui pour garantir une cohérence avec la DCE de la mise en œuvre par d'autres services des directives « stratégie pour le milieu marin » et « inondations »▪ le suivi, l'actualisation et la valorisation de la connaissance sur les pressions s'exerçant sur les milieux (dont pollutions diffuses, gestion quantitative de la ressource et hydromorphologie), en mobilisant l'expertise de l'ensemble de l'agence et de ses partenaires.▪ le pilotage de la réflexion et de la stratégie en matière de changement climatique (pour l'agence), d'études économiques en relation avec le Sdage (dont observatoire des coûts) et de géomatique pour l'agence.▪ le pilotage général (méthodologie, coordination...) du programme de mesures (PdM), les délégations de l'agence étant responsables avec les services de l'État de l'élaboration du PdM sur leur territoire.▪ une politique Sage de bassin : appui aux délégations, animation du réseau de bassin des animateurs de Sage, préparation des avis du comité de bassin sur les Sage, suivi des aides de l'agence pour les Sage.▪ Superviser 4 des 10 chantiers transversaux à la Direction, dans le cadre de la gestion de l'activité en mode projet existant à DEP : état des lieux – suivi des pressions dans la durée, Sdage et PdM, données pour DEP, géomatique pour l'agence▪ Contribuer à la préparation des travaux des instances du comité de bassin et du secrétariat technique de bassin.▪ Définir les besoins, évaluer les moyens nécessaires, anticiper les évolutions, définir les objectifs du service, rendre compte de l'activité.▪ Coordonner la représentation de l'agence dans les groupes nationaux et de bassin relevant de sa compétence.
<p>RATTACHEMENT HIÉRARCHIQUE</p>	<p>Directeur de l'évaluation et de la planification.</p> <p>Direction d'une trentaine de personnes, constituées de deux services, chargée de :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ L'évaluation : Etat des eaux, impact écologique des actions, politique agence



Orléans, le 26 février 2014

Diffusion : Interne et externe
Ministères
Autres agences

FICHE DE POSTE
(poste susceptible d'être vacant)

EMPLOI TYPE	CHARGE(E) D'INTERVENTIONS SPECIALISE(E)
CATÉGORIE DU POSTE	I ou fonctionnaire technique détaché(e) de catégorie A
AFFECTATION	DELEGATION CENTRE-LOIRE
RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE	ORLEANS (45)
TYPE DE CONTRAT	Contrat à durée indéterminée (<i>recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'état</i>) ou par voie de détachement pour les fonctionnaires
POSTE A POURVOIR À PARTIR DU	1 ^{er} juin 2014

MISSIONS PRINCIPALES	Définir et mettre en œuvre la politique de l'agence en matière de lutte contre les pollutions diffuses et de milieux aquatiques sur le territoire de la délégation régionale
ACTIVITES PRINCIPALES	<p>Elaborer la stratégie de la délégation en matière de lutte contre les pollutions diffuses d'origine agricole en déclinant le programme d'interventions de l'agence ;</p> <p>Initier, négocier, élaborer et animer des projets complexes dans le domaine agricole et des milieux aquatiques : contrats territoriaux volet pollutions diffuses, gestion foncière, zones humides ...</p> <p>Apporter un appui aux chargés d'interventions dans ce domaine</p> <p>Instruire techniquement, financièrement et administrativement les demandes d'aide ;</p> <p>Apporter une expertise technique et conseiller les maîtres d'œuvres et d'ouvrage ;</p> <p>Effectuer les contrôles des actions financées par l'agence ;</p> <p>Informers les partenaires locaux sur le Sdage, le programme de mesures et promouvoir la politique de l'agence.</p>
RATTACHEMENT HIERARCHIQUE	Service de rattachement non défini
RELATIONS FONCTIONNELLES	<p>Internes : Direction des Politiques d'Interventions - Direction de l'Evaluation et de la Prospective.</p> <p>Externes : Région Centre, Départements, collectivités locales, chambres consulaires, associations, gestionnaire de sites naturels, opérateurs économiques et fonciers, usagers (local et régional) – Services déconcentrés de l'Etat et de ses établissements publics...</p>
CONNAISSANCES ET EXPERIENCE	<p>Connaissances approfondies en agronomie et en écologie des milieux aquatiques (zones humides),</p> <p>Connaissances du droit de l'eau et de l'organisation administrative française,</p> <p>Connaissances en méthodes d'évaluation des politiques publiques,</p> <p>Connaissance des outils bureautiques (Word, Excel, PowerPoint).</p>

SAVOIRS FAIRE	<p>Savoir fédérer autour d'objectifs</p> <p>Savoir relayer l'information de manière pertinente,</p> <p>Savoir piloter un projet</p> <p>Savoir animer des réunions, groupes de travail,</p> <p>Savoir analyser, synthétiser des informations,</p> <p>Savoir prendre la parole en public</p> <p>Savoir négocier</p> <p>Savoir travailler en équipe</p>
----------------------	--

DEPLACEMENTS	<p>Des déplacements nombreux sont à prévoir, principalement sur le territoire de la délégation régionale (6 départements).</p> <p>Le permis de conduire (B) est indispensable.</p>
---------------------	--

FORMATION	<p><u>Conditions statutaires :</u></p> <p>Recrutement externe : justifier d'un titre ou diplôme de 3^{ème} cycle de l'enseignement supérieur (Bac + 5), soit d'un titre ou diplôme délivré par une école d'ingénieurs, soit de tout autre titre ou diplôme certifié de niveau I de qualification, soit d'un titre ou diplôme équivalent dans le domaine de l'agronomie, de l'écologie des milieux aquatiques, de l'aménagement de l'espace rural, de l'hydrologie...</p> <p>Recrutement interne :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins trois années de services effectifs dans des fonctions de la catégorie II au sein d'une agence de l'eau et de l'accomplissement d'une période de mobilité d'au moins trois années de services effectifs hors de l'agence de l'eau employeur, dans des fonctions de niveau au moins équivalent à celles relevant de la catégorie II ; b) soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins douze années de services effectifs, acquise dans des fonctions de la catégorie II au sein d'une agence de l'eau, ou dans des fonctions de niveau au moins équivalent dans le secteur public ou privé.
------------------	--

<p>ENVOI DES CANDIDATURES</p> <p>POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les candidatures (lettre manuscrite et CV) doivent être déposées sur la bourse de l'emploi avant le <p>Contactez la directrice de la délégation régionale :</p> <p>Mme Bernadette DORET : ☎ 02 38 51 73 78</p>
--	--

www.eau-loire-bretagne.fr

Poste à pourvoir	Chef de projet en informatique (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+
Type de contrat	CDI, détachement, affectation
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction Technique et Informatique Service Etudes et Développements
Missions / contexte	<p>La direction technique et informatique a pour missions de mettre en place les moyens permettant à l'Agence de garantir la maîtrise technique de ses matériels et logiciels, de piloter les fonctions de mise en œuvre et de maintien en conditions opérationnelles des systèmes d'information et des réseaux de communication.</p> <p>Elle veille à renforcer la cohérence d'ensemble, au niveau national, des moyens de traitement de l'information, ainsi qu'à mettre à la disposition des utilisateurs l'expertise technique indispensable à la satisfaction de leurs besoins.</p> <p>La direction des systèmes d'information est également chargée d'animer le réseau national des responsables des systèmes d'Information.</p> <p>Le service Etudes et développements intègre 4 principaux pôles de compétences :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Applications de gestion financières, ressources humaines et gestion du temps • Applications métiers et de laboratoires • Intranet/Extranet • Développement <p>L'équipe de ce service est composée de 8 agents.</p>

DESCRIPTION DU POSTE

Missions	<p>Sous l'autorité du chef de service, le « chef de projets » est en charge de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Spécifier, organiser, planifier et réaliser les projets informatiques depuis leur conception jusqu'à leur déploiement.- Concevoir et maintenir le référentiel technique et l'architecture applicative globale de l'Anses
Activités	<p>1) Responsabilité du contenu fonctionnel du projet</p> <ul style="list-style-type: none">• Participation à une rédaction précise du cahier des charges• Benchmarking/choix du progiciel• Prévision des moyens et ressources à mettre en œuvre (humains, techniques, financiers...)• Pilotage de la réalisation (développements spécifiques ou intégration)• Recette des réalisations et appréciation de leur conformité au cahier des charges de l'ouvrage <p>2) Préparation et déploiement du projet, et mise en œuvre des actions d'accompagnement des utilisateurs</p> <ul style="list-style-type: none">• Définition de la cible utilisateurs• Définition et mise en œuvre de la formation et de l'accompagnement des utilisateurs, en fonction de leurs besoins• Définition et organisation du service de support à l'utilisateur• Déploiement de la nouvelle application et des nouveaux services• Organisation de la maintenance• Définition des modalités de traitement des demandes d'évolution <p>3) Conduite de projets informatiques</p> <ul style="list-style-type: none">• Synthèse des éléments permettant à la MOA de faire un arbitrage garantissant la meilleure adéquation: qualité - coût.• Organisation, coordination et animation avec l'équipe de maîtrise d'ouvrage du projet• Arbitrage des éventuels différends entre contraintes techniques et besoins fonctionnels• Coordination et synthèse des validations, assurance de la qualité des validations prononcées• Circulation et diffusion de l'information côté maîtrise d'ouvrage• Identification et proposition au commanditaire, en cours de projet, d'éventuelles modifications d'objectifs (qualité, coût, délai)• Mise en place de tous les indicateurs nécessaires au suivi et à la gestion du projet, notamment sur son évaluation dont la satisfaction des utilisateurs <p>4) Veille et développements internes</p> <ul style="list-style-type: none">• Veille technologique, étude d'architecture et préconisations techniques• Maîtrise des socles techniques du référentiel Anses• Maîtrise du paramétrage des progiciels et applications déployées à l'Anses• Encadrement et participation à des développements en internes
Conditions particulières	<ul style="list-style-type: none">- Néant

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 en informatique

Expériences similaires

3 à 5 années d'expérience dans la gestion des projets informatiques

- Compétences
- Polyvalence technique
- Capacité d'adaptation à des environnements techniques variés
- Connaissance des technologies suivantes :
 - Reporting Business Objects, Jasper reports (ireports)
 - ETL La connaissance de « Oracle Data Integrator » est un plus
 - Nouvelles technologies « J2EE », « .Net », AJAX, ...
 - Langages : HTML, XML, SQL
 - Bases de données : Oracle, MySQL, PostgreSQL (SQLServer serait un plus)
 - Outils de gestion de projet MS Projet, SVN, la connaissance des best practices informatiques.
- Rigueur et autonomie
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Aptitudes relationnelles, goût pour le travail en équipe
- Capacité managériale en mode projet

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 25 mars 2014

Renseignements sur le poste : ALEXANDRE Louis-Ziad, chef de service (louis-ziad.alexandre@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-029 à : recrutement@anses.fr

**Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
Agence de Services et de Paiement - Délégation Régionale Picardie
15, avenue Paul Claudel – B. P. 34201 – 80042 AMIENS Cedex 3**

Chef(fe) du service Agriculture, Pêche et Environnement

N° du poste ASP : F3958											
Catégorie : A											
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : en cours de cotation	Cotation part fonction PFR : 4										
Poste vacant/SREPES											
Présentation de l'environnement professionnel	Le poste proposé est sous l'autorité de la déléguée régionale. Le titulaire du poste assure la direction du service chargé du traitement et du contrôle des actions du domaine agricole, de la pêche et du domaine environnement.										
Objectifs du poste	Management : Animation d'équipe, Gestion de ressources humaines Relationnel : le titulaire du poste évolue dans un environnement impliquant plusieurs acteurs (services de l'Etat, collectivités locales, élus...). Il devra en conséquence posséder des qualités relationnelles et de négociation marquées.										
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Prospectives : conception d'études et de bilan statistique, élaboration et suivi de procédures administratives de gestion des dispositifs, suivi des opérations de contrôles, engagement et liquidation des dépenses d'intervention, application des directives qualité/sécurité.										
Champ relationnel du poste	Services de l'Etat, collectivités locales, élus, directions métiers du siège de l'ASP, professionnels de l'agriculture, Agence de l'Eau...										
Compétences liées au poste	<table border="0"> <tr> <td style="text-align: center;">Savoirs :</td> <td style="text-align: center;">Savoir-faire :</td> </tr> <tr> <td>- Bonne connaissance des dispositifs gérés par l'ASP.</td> <td>- Compétences managériales affirmées.</td> </tr> <tr> <td>- Bonne connaissance du milieu agricole.</td> <td>- Capacités au dialogue, à la négociation et à la communication.</td> </tr> <tr> <td></td> <td>- Sens de l'initiative et de l'autonomie.</td> </tr> <tr> <td></td> <td>- Esprit de synthèse et aptitudes rédactionnelles avérées.</td> </tr> </table>	Savoirs :	Savoir-faire :	- Bonne connaissance des dispositifs gérés par l'ASP.	- Compétences managériales affirmées.	- Bonne connaissance du milieu agricole.	- Capacités au dialogue, à la négociation et à la communication.		- Sens de l'initiative et de l'autonomie.		- Esprit de synthèse et aptitudes rédactionnelles avérées.
Savoirs :	Savoir-faire :										
- Bonne connaissance des dispositifs gérés par l'ASP.	- Compétences managériales affirmées.										
- Bonne connaissance du milieu agricole.	- Capacités au dialogue, à la négociation et à la communication.										
	- Sens de l'initiative et de l'autonomie.										
	- Esprit de synthèse et aptitudes rédactionnelles avérées.										
Personnes à contacter	Mme Hénoque-Couvois,- Déléguée régionale - Tél. : 03.22.33.68.00 claudette.henoque-couvois@asp-public.fr Evelyne Delafontaine – DRH/SEEC Conseiller carrière evelyne.delafontaine@asp-public.fr Thierry Douville – Chef service Adjoint DRH/SEEC thierry.douville@asp-public.fr										

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute un :

Chargé de projet (A)

« réseau des îles laboratoire des énergies renouvelables et du développement durable »

pour sa délégation Bretagne (Plérin)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui 157 000 ha situés sur le littoral, dont 90 000 en pleine propriété. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 200 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Une partie de la gestion des terrains sous la protection du Conservatoire est confiée aux collectivités territoriales, à des établissements publics ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie environ 170 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, dans les services centraux situés à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral, à Paris pour l'outre-mer et en région Rhône-Alpes pour les lacs. Ces délégations qui constituent le réseau territorial de l'établissement sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en assurer la gestion. Elles sont aussi chargées de concevoir et mettre en œuvre des projets particuliers visant par exemple à promouvoir une gestion plus intégrée des zones côtières.

La délégation Bretagne de l'établissement est située à Plérin dans le département des Côtes d'Armor (22). Elle est composée de 13 agents placés sous l'autorité du délégué de rivages et répartis en trois pôles : un pôle gestion, un pôle foncier et pôle administration générale.

Description du poste

Sous la responsabilité du délégué de rivages et au sein du pôle gestion de la délégation, en lien avec les chargés de mission territoriaux, le chargé de projet est responsable de la mise en œuvre du programme "îles, laboratoires du développement durable" et, à ce titre, conçoit et mène les opérations visant à l'aménagement durable des sites insulaires retenus.

Description des missions

Il est chargé de :

- concevoir et mettre en œuvre les programmes de travaux ;
- préparer et suivre les marchés publics liés à la gestion et l'aménagement des sites retenus dans le projet ;
- assurer les relations avec les maîtres d'œuvre et les entreprises réalisant des travaux pour le compte de l'établissement ;
- élaborer et suivre les dossiers de financement et de subvention ;
- développer et coordonner la mise en contact et les échanges entre les projets insulaires reprenant des actions « développement durable ».

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le chargé de mission est placé sous l'autorité hiérarchique du délégué de rivages.

En interne, il est en relation fonctionnelle avec les agents de la délégation et les services nationaux de l'établissement.

En externe, il est en contact régulier et direct avec les gestionnaires, les services de l'Etat, les collectivités locales concernées.

Profil et compétences requises (recrutement en cours)

- ingénieur ou formation universitaire BAC + 5
- expérience en ingénierie de projet
- expérience professionnelle dans le domaine de l'aménagement du territoire et la conduite de projet
- connaissance de l'administration et expérience de contacts avec les collectivités locales
- expérience de la négociation et de l'animation de réunions
- bonne expression écrite et orale
- maîtrise des outils bureautiques
- très bon relationnel
- autonomie et prise de responsabilités
- grande disponibilité (déplacements fréquents et horaires irréguliers)
- permis B et permis bateau exigés

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A.

Contractuel en CDD d'une durée de 7 mois (financés par le mécénat). Possibilité de renouvellement jusqu'au 31 décembre 2015.

Les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir à compter du **1^{er} juin 2014**. Il est localisé à Plérin (Côtes d'Armor).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation), accompagnés de la copie des diplômes et du dernier arrêté de situation administrative (pour les fonctionnaires), sont à faire parvenir, **au plus tard, le 28 mars 2014** :

Soit par courrier à :

Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :

www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste :

Gwenal HERVOUET, délégué adjoint de rivages, Tel 02 96 33 66 32
courriel : g.hervouet@conservatoire-du-littoral.fr

FICHE DE POSTE

Date de mise à jour : 02/10/13

I - DEFINITION DU POSTE

1	SERVICE : SERVICE DU DEVELOPEMENT RURAL
2	LIBELLE DE LA FONCTION : ingénieur forestier
3	NIVEAU DE RESPONSABILITE : 6
4	CATEGORIE DE LA MAQUETTE FUTURE : A
5	CATEGORIE DE LA MAQUETTE ACTUELLE : A FILIERE DE LA MAQUETTE FUTURE : FTE
6	IMPUTATION BUDGETAIRE : mise à disposition d'un fonctionnaire d'Etat S/CHAP : 962.02 CODE POSTE : néant CENTRE DE TRAVAIL : PROGRAMME R.H : 965.02
7	LOCALISATION GEOGRAPHIQUE : Pirae - TAHITI
8	FINALITE / DESCRIPTIF SYNTHETIQUE (maximum 50 mots) : - l'ingénieur forestier participe à la mission d'élaboration, de planification, d'animation et d'évaluation des programmes et des actions destinés à favoriser la production et la valorisation de la ressource ligneuse locale, ainsi que la protection et la restauration des forêts et des sols. Il participe à l'élaboration et à la mise en œuvre de la réglementation forestière et cynégétique. Il remplace le chef du département en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier
9	EFFECTIFS ENCADRES A B C D Autres NOMBRES :
10	SUPERIEUR HIERARCHIQUE DIRECT : Chef de service ou chef du département FOGER
11	MOYENS SPECIFIQUES LIES AU POSTE :
12	CONTRAINTES ET AVANTAGES DU POSTE : déplacements pour des missions professionnelles dans tous les archipels de Polynésie française et à l'extérieur du territoire.
13	ACTIVITES PRINCIPALES : L'ingénieur forestier : - participe à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation du programme d'entretien et d'exploitation des plantations de pin des Caraïbes, du programme de plantation et de production de bois feuillu précieux pour l'ébénisterie et l'artisanat et du programme de relance du santal en Polynésie française ; - seconde le chef de département dans la gestion des activités de la station administrative d'exploitation de traitement du bois ; - concourt à la valorisation du bois local par une assistance technico-économique aux exploitants forestiers, aux transformateurs et aux porteurs de projets ; - gère la dotation annuelle de crédits déléguée au département pour assurer la conduite de ses programmes et de ses activités (761 180 euros environ) et prépare le projet de budget annuel du département ; - participe à la promotion de la forêt et du bois dans le cadre d'actions de communication (journée de l'arbre, carrefour des métiers...) - contribue, avec ses homologues des centres de recherches nationaux et internationaux, à l'élaboration, à la mise en œuvre et le contrôle de normes de qualité du bois local ;

- rédige les projets de textes dans le domaine de la réglementation forestière et cynégétique.

14 ACTIVITES ANNEXES :
L'ingénieur forestier :
- participe aux travaux de différents conseils, commissions ou comités concourant à la mise en œuvre des objectifs de développement forestier et/ou de la filière bois ;
- participe, à la demande des autorités de la Polynésie française, à des conférences dans son domaine de compétences, sur le territoire ou à l'extérieur.

II – PROFIL PROFESSIONNEL

15 CADRE D'EMPLOI : **ingénieur**
16 SPECIALITE SOUHAITABLE : **connaissances en technologie du bois tropical, en technique de construction, en économie forestière**

S: Sensibilisation, A: Application; E: Expert

17	COMPETENCES	S	A	E
	- Autonomie et esprit d'initiative.			X
	- Capacité à encadrer une équipe et sens du contact;			X
	- Capacité à écouter, négocier, convaincre, arbitrer, rechercher un équilibre entre les forces en présence ;		X	
	- Capacités rédactionnelles ;		X	
	- Aptitude à faire appliquer les procédures mises en place et à faire des propositions pour les faire évoluer ;		X	

18 EXPERIENCE PROFESSIONNELLE SOUHAITEE :
• fonctions similaires (ingénieur forestier, ingénieur du bois, architecte bois, etc.) ;
• connaissance du milieu forestier tropical insulaire ;
• connaissance du matériau bois et de la filière bois.

19 FORMATION D'ADAPTATION EVENTUELLE :
• connaissance de la Polynésie française (statut, cadre réglementaire, ...);
• techniques de communications;
• organisation et développement de la filière bois, économie forestière.

20 **DUREE D'AFFECTATION SOUHAITABLE DANS LE POSTE : 4 ans minimum**

Le chef de service
Date :

L'agent
Date :

Signature :

Signature :

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Ecole nationale des services vétérinaires (ENSV – VetAgro Sup)
1, avenue Bourgelat - 69280 MARCY L'ETOILE

Responsable de la formation continue à l'ENSV (F/H)

Catégorie A ou A+	
Classement poste catégorie A : 2	Cotation part fonction PFR : sans objet
Poste susceptible d'être vacant	
Missions de la structure	L'Ecole Nationale des Services Vétérinaires-ENSV est, l'école d'application du corps des Inspecteurs de la Santé Publique Vétérinaire-ISPV . Centre collaborateur de l'OIE (organisation mondiale de la santé animale) pour la formation des vétérinaires officiels, elle est une référence mondiale en matière de formation des cadres opérationnels des services vétérinaires. Ecole interne de VetAgro Sup , elle assure une mission de formation professionnelle et de recherche, pour la conception, l'élaboration, la mise en œuvre, l'évaluation de l'action collective en santé publique vétérinaire et en matière d'alimentation (politiques publiques et action privée), pour l'ensemble de leurs acteurs, publics et privés.
Objectifs du poste	Le responsable du service est en charge de la définition et de l'organisation des sessions de formation continue à destination, notamment, des agents de l'Etat chargés de la conception et de la mise en œuvre des politiques de l'alimentation et de gestion des risques sanitaires (environ 750 agents/an), ainsi que des vétérinaires titulaires de l'habilitation sanitaire (environ 2500 vétérinaires/an). Il décline la stratégie et les priorités en termes de formation continue établie avec la direction de l'ENSV et ses partenaires institutionnels. Il est également force de proposition et de développement de l'offre de formation continue de l'ENSV à destination de l'ensemble des autres acteurs parapublics et privés de l'action collective en santé publique vétérinaire et en matière d'alimentation. Il contribue notamment à la construction et au développement de cette offre de formation à destination de l'étranger.
Descriptif des activités	<p>Le responsable maintient et développe l'activité de formation continue existante, qui occupe 2 cadres et 2 assistantes, le cas échéant en interaction avec les autres responsables de formation continue de VetAgro Sup (campus vétérinaire et campus agronomique). A ce titre, il/elle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gère le catalogue national de formation continue à destination des cadres techniques des services déconcentrés et centraux de l'Etat d'une part, des vétérinaires sanitaires d'autre part. - Etudie les besoins de formation de ces publics, conçoit et met en œuvre des programmes de formation, y compris sous des formes innovantes, dans le cadre d'une commande publique. <p>Il conduit le développement de l'activité de formation continue à destination des acteurs parapublics et privés de l'action collective en santé publique vétérinaire et en matière d'alimentation. A cette fin, il/elle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Met en place et développe les réseaux de partenaires adéquats. - Etudie les besoins de formation et propose des programmes adaptés. - Anime l'ingénierie de formation, le cas échéant en partenariat avec les organismes chargés de la formation professionnelle. <p>Il participe au développement de l'activité de formation continue à destination des acteurs étrangers de l'action collective en santé publique vétérinaire et en matière d'alimentation. Il/elle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Met en place et développe les réseaux de partenaires adéquats. - Participe à l'analyse des besoins et attentes des partenaires étrangers de l'ENSV, notamment dans le cadre de la coopération administrative internationale. - Propose et conçoit des programmes de formation continue adaptés, y compris sous des formes innovantes, en valorisant les compétences acquises par l'ENSV à l'étranger en matière de promotion du modèle sanitaire français. <p>Pour la mise en œuvre de ces missions, le responsable de la formation continue :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assure l'organisation pédagogique et matérielle des stages de formation. - Mobilise les mécanismes de l'ingénierie de formation, mais également de l'ingénierie financière (recherche de ressources et montages financiers). - Evalue les actions de formation réalisées et participe à la valorisation des résultats de

	ces activités. - Constitue et régle les plannings de formation. - Détermine les méthodes de communication et d'animation pour faire connaître l'offre de formation. - Assure, sous contrôle du directeur adjoint, la programmation et le pilotage budgétaire de l'activité.	
Champ relationnel du poste	Le poste implique des relations régulières avec différents cercles institutionnels nationaux, étrangers ou internationaux (administrations du MAAF et d'autres ministères, SNGTV, homologues étrangers, etc.), avec de multiples intervenants, issus des administrations, de l'enseignement universitaire ou du monde socio-professionnel. Il peut impliquer des missions de courte durée en région ou à l'étranger.	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	- Connaissance des métiers d'inspection et d'encadrement de l'administration publique. - Bonne connaissance des institutions locales, nationales et internationales. - Connaissance des systèmes de formation. - Compréhension et suivi des enjeux actuels des réformes et des politiques publiques.	- Aptitude à travailler de manière autonome en mode projet. - Esprit d'analyse et d'initiative. - Qualité relationnelle, aptitude à développer et entretenir un réseau. - Capacité d'innovation et autonomie. - Maîtrise de l'anglais écrit et parlé.
Contacts	Olivier FAUGERE , Directeur de l'ENSV, 1 avenue Bourgelat, 69280 Marcy-l'Etoile - Tél : 04.78.25.45 – Courriel : olivier.faugere@ensv.vetagro-sup.fr François DARRIBEAUDE - Tél. 04.78.87.25.57 – Courriel : francois.darribehaude@ensv.vetagro-sup.fr Stéphanie GIRAUD , Titulaire actuelle du poste de responsable de la formation continue - Tél. 04.78.87.25.56 – Courriel : stephanie.giraud@ensv.vetagro-sup.fr	

Catégorie A

Poste de Forestier (Services environnementaux et évaluation économique) (F/H)

Mise à disposition à la FAO à Rome

(Durée de l'engagement : 3 ans)

1. Contexte :

Les forêts méditerranéennes et les terres boisées jouent un rôle clé dans le bien-être des populations méditerranéennes urbaines et rurales. Leur conservation et gestion affectent la disponibilité des ressources en terres et en eau, qui sont d'une importance cruciale pour les sociétés méditerranéennes. Cependant, les forêts méditerranéennes sont menacées par une utilisation non durable ainsi que par le changement climatique.

Des approches novatrices sont nécessaires pour sauvegarder les avantages socio-économiques des forêts et leurs contributions à la réduction de la pauvreté et à une économie verte. Ceci inclut une meilleure estimation des biens et services fournis par les forêts, en particulier des services des écosystèmes qui ne sont pas actuellement reconnus. Les administrations forestières nécessitent également des stratégies de financement durables afin de renforcer les avantages économiques apportés par les forêts à ceux qui en dépendent pour leurs moyens de subsistance.

2. Fonctions et responsabilités :

Sous l'autorité générale du Directeur de la Division de l'économie, des politiques et des produits forestiers (FOE), sous la supervision technique du Chef d'équipe de l'économie forestière, et en coordination avec le Secrétariat de Silva Mediterranea, le candidat devra planifier et mettre en œuvre des programmes, qui puissent contribuer à améliorer la fourniture de services des écosystèmes y compris l'évaluation économique des biens et services dérivant des forêts, en se concentrant spécifiquement sur les pays de la région méditerranéenne.

En particulier, le candidat est appelé à :

- Fournir un soutien technique aux pays méditerranéens sur l'évaluation économique des biens et services fournis par les forêts avec un accent spécial sur les services des écosystèmes des forêts méditerranéennes.
- Recueillir, analyser, et disséminer les informations sur les politiques et programmes qui reconnaissent et encouragent les valeurs des services des écosystèmes des forêts méditerranéennes (y compris les paiements pour les services des écosystèmes) dans les politiques publiques ou sur le marché.
- Développer et tester des méthodologies pour une meilleure évaluation des services des écosystèmes des forêts méditerranéennes et/ou leur parfaite intégration dans les politiques nationales, les programmes, et les systèmes de calcul.
- Soutenir l'application des approches du TEEB (The Economics of Ecosystems and Biodiversity) à travers les institutions nationales des pays méditerranéens.
- Promouvoir la mise en œuvre de la Ligne stratégique 9 (sur les mécanismes de financement durables) du Cadre stratégique sur les forêts méditerranéennes.
- Soutenir l'ébauche et la mise en place de stratégies de financement forestier nationales avec un accent sur l'amélioration de la durabilité financière de la forêt à travers des instruments et des mécanismes de financement novateurs, en particulier s'ils touchent aux services des écosystèmes.
- Apporter un appui en tant que de besoin au responsable du secrétariat de Silva méditerranéenne dans la mise en œuvre du projet financé par le FFEM « maximiser la production de biens et services des écosystèmes forestiers méditerranéens dans le contexte de changements globaux ».
- Accomplir d'autres fonctions selon les besoins.

3. Conditions à remplir :

- Diplôme universitaire de niveau supérieur en foresterie, en économie forestière, ou dans un domaine lié aux forêts.
- 7 ans au moins d'expérience dans le domaine du développement forestier international y compris dans le domaine de l'économie forestière ou du financement forestier.
- Expérience de travail dans les pays méditerranéens.
- Expérience dans l'organisation de réunions internationales, de séminaires et de cours de formation.
- Aptitude confirmée en matière d'analyse, de coordination, de négociation et de conseils.

- Connaissance courante de l'anglais et du français ; Excellentes compétences en matière de communication orale et écrite y compris en anglais.

- Aptitude à travailler en contexte multiculturel.

Durée de la mise à disposition : 3 ans, renouvelable 2 fois un an

Personnes à contacter :

- Marie-Hélène LE HENAFF, DGPAAT, Sous-directrice des échanges internationaux

marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr

- Jacques ANDRIEU, DGPAAT, Sous-directeur de la forêt et du bois

jacques.andrieu@agriculture.gouv.fr

Les dossiers de candidature (CV et lettre de motivation) doivent être adressés avant le 4 avril 2014 par courriel aux personnes ci-dessus et une copie transmise à la DGPAAT, au bureau des échanges et promotion, à Colette Bourjoux, mail : colette.bourjoux@agriculture.gouv.fr.